



partageons les connaissances au profit des communautés rurales
sharing knowledge, improving rural livelihoods



SYNTHÈSE 2010

Agir pour un avenir meilleur



Message du directeur

Durant cette première année au poste de directeur du CTA, il m'est apparu qu'il existait bien des manières de développer les réseaux et de renforcer les partenariats entre les institutions œuvrant pour la sécurité alimentaire et le développement durable dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Les responsables politiques, les scientifiques et les différents représentants du monde agricole m'ont beaucoup appris et j'ai reçu les encouragements de nombreux acteurs du développement. Tous m'ont exprimé leur reconnaissance pour l'appui que notre organisation leur apporte sur le terrain et dans les enceintes politiques.

L'année 2010 a été particulièrement importante pour le CTA. Afin de guider notre action jusqu'en 2015, nous avons élaboré un nouveau Plan stratégique pour les 5 prochaines années : *Renforcer les communautés agricoles et rurales ACP par les connaissances*. Ce plan nous permettra de répondre aux grands enjeux du développement agricole et rural en favorisant le partage des connaissances, le travail en réseau et le renforcement des capacités.

L'agriculture peut - et doit - fortement contribuer à aider les nations et les communautés à augmenter leurs revenus, réduire la pauvreté et lutter contre la malnutrition. Dans le monde, trois quarts des pauvres vivent dans les zones rurales ; pour la majorité d'entre eux, l'agriculture est l'unique source de subsistance et le seul espoir de survie. La production alimentaire mondiale doit progresser d'au moins 70% pour nourrir une population qui atteindra, selon toute vraisemblance, 9 milliards de personnes d'ici 2050 - sans porter davantage atteinte aux ressources naturelles dont dépend l'agriculture.

À ces défis, il convient d'ajouter le changement climatique et l'appauvrissement des ressources naturelles. Malgré leur faible contribution aux émissions de gaz à effet de serre, les pays ACP sont parmi les premiers à souffrir de ses effets, qui frappent durement les petits producteurs. En outre, ces derniers sont majoritairement exclus de l'accès au crédit ; ils n'ont qu'une influence restreinte sur les responsables politiques et ne bénéficient pas de formations suffisantes.

Toutefois, certaines nouvelles sont rassurantes. Jamais le rôle central de l'agriculture dans l'atténuation de la pauvreté et la croissance économique n'a été aussi largement reconnu. Jamais le moment n'a été aussi propice pour agir en faveur du développement agricole.

Pour le CTA, l'heure est venue de redoubler d'efforts afin d'améliorer les conditions de vie et les capacités de production des communautés agricoles dans les pays ACP. Il dispose d'ailleurs d'excellents atouts, comme en témoigne cette année 2010 où il n'a cessé d'œuvrer pour favoriser le partage des connaissances, renforcer les communications et faciliter le travail en réseau de nombreux acteurs du développement rural.



© Karin Duthie / Africa Media Online

▲ L'agriculture joue un rôle central dans l'éradication de la pauvreté et en faveur de la croissance économique des pays ACP.

Prenons l'exemple de la 9e Semaine caribéenne de l'agriculture (page 5). Parmi les quatre grandes manifestations animées par le CTA, un briefing politique régional a été consacré au rôle des petites et moyennes entreprises dans l'amélioration de l'agriculture caribéenne. Pour de nombreux participants issus du secteur privé, ce forum était une occasion inédite d'échanger des idées avec les responsables politiques, les organisations d'agriculteurs, les médias et les scientifiques.

En 2010, nous nous sommes également employés à valoriser les jeunes et les femmes qui font carrière dans la recherche scientifique. Le CTA, avec cinq partenaires africains, a ainsi organisé un concours dont les lauréats ont été annoncés pendant la 5^{ème} Semaine africaine des sciences agricoles, en juillet, à Ouagadougou (Burkina Faso). Les partenariats sont au cœur de notre action. En collaboration avec l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, nous avons organisé avec succès, durant une semaine à Johannesburg (Afrique du Sud), une série de manifestations parmi lesquelles figuraient le séminaire annuel du CTA sur l'eau ainsi qu'un observatoire sur les technologies de l'information et de la communication (TIC).

L'agriculture occupant de nouveau le premier plan des priorités mondiales en matière de développement, le CTA est bien placé pour aider les nations ACP à atteindre leurs objectifs de sécurité alimentaire et nutritionnelle. ■

“Jamais le moment n’a été aussi propice pour agir en faveur du développement agricole.”

Il serait impossible de répertorier chaque événement, mais 2010 a été une année bien remplie...

Promouvoir les télécentres

Le Rwanda Development Board (Agence rwandaise de développement, RDB), en partenariat avec le Rwanda Telecentre Network (Réseau des télécentres rwandais, RTN), a organisé avec le concours du CTA un atelier consultatif d'une journée. Son objectif : préciser la feuille de route pour le déploiement de 1 000 télécentres au Rwanda, partager avec les parties prenantes le travail réalisé jusque-là par le RTN, et recueillir leurs réactions.

Comprendre les besoins des médias

Plus de 150 professionnels issus des médias ACP ont fait part de leurs besoins au CTA, afin que ce dernier cible mieux son appui envers les médias pour une amélioration de l'information agricole dans leurs pays.

Anticiper l'agriculture de demain

Le 2^{ème} atelier *Évaluations, Projections, Perspectives* s'est tenu à Wageningen (Pays-Bas) en février. Il a rassemblé trente experts qui se sont penchés sur les enjeux et les perspectives de l'agriculture dans les pays ACP afin d'orienter les priorités de recherche.

Renouveler les systèmes d'information de marché

Le CTA, le Centre français de recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et l'Agence française pour le développement (AFD) ont organisé conjointement l'atelier *Les SIM en Afrique : renouveau et impact* à Montpellier (France) au mois de mars. L'atelier a permis d'élaborer une première typologie des systèmes d'information de marché (SIM) et de dresser une analyse de leurs répercussions sur le commerce des produits agricoles.

Renforcer les capacités

Pendant un cycle d'apprentissage au Web 2.0 organisé au Bénin, au Ghana, au Kenya et au Nigeria, le CTA a formé plus de 300 stagiaires en employant une approche innovante, parrainant les formations dispensées et les institutions qui les accueillent.

Évaluer les produits du CTA

En juin, des équipes du CTA ont parcouru le Mozambique et l'Angola afin de mesurer la portée et l'impact des activités et produits d'information du Centre. Il s'agissait de la 3^{ème} mission d'évaluation de ce genre.

Intervenir dans les enceintes internationales

Le CTA a pris part à la 5^{ème} édition des Journées européennes du développement à Bruxelles (Belgique) les 6 et 7 décembre, et permis la participation de plusieurs organisations ACP.

Promouvoir la gestion de l'information et de la communication

En collaboration avec le programme Mise en œuvre et coordination de la recherche et de la formation dans le domaine agricole (ICART), la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) et le ministère de l'Agriculture du Swaziland, le CTA a co-organisé un atelier consacré à la gestion de l'information et de la communication (GIC), afin de faire mieux connaître son potentiel en matière de développement agricole et rural.



Favoriser le dialogue avec les lecteurs

Riche de 28 pages, le nouveau *Spore / Esporo* a été lancé en juin avec une maquette plus attrayante, de nouvelles rubriques thématiques et davantage de reportages illustrés. Le magazine accorde également une place plus importante à l'actualité du CTA et au dialogue avec ses lecteurs. ■

Comment faire des vagues dans les Caraïbes

“Faute de technologies spécifiques contre le changement climatique, les problèmes apparaissent insolubles.”

Lors de la Semaine caribéenne de l’agriculture (CWA) 2010, le CTA a co-organisé une série de rencontres destinées à faire état des défis et des opportunités du secteur agricole. Scientifiques, responsables politiques, journalistes et agriculteurs ont entrepris de tracer un avenir plus sain et plus pérenne pour la région.

“ À la Grenade, notre approche s’est articulée en quatre rencontres parallèles afin de rassembler dans un même lieu le plus grand nombre de participants possible,” explique Michael Hailu, directeur du CTA.

La 9^{ème} Semaine caribéenne de l’agriculture a eu lieu en octobre à Saint-Georges, la capitale, réunissant plus de 300 personnes des pays ACP et d’ailleurs. La manifestation a été préparée par l’Alliance pour le développement durable de l’agriculture et du milieu rural, dont le CTA est l’un des partenaires de premier plan.

Dans son discours d’ouverture, Christopher Tufton, ministre de l’Agriculture et de la Pêche de Jamaïque, n’a pas mâché ses mots, rappelant que la part du secteur agricole dans le produit intérieur brut (PIB) des Caraïbes était passée de 4,8 % en 2000 à 3,1% en 2006, alors que les activités agricoles faisaient vivre près d’un cinquième de la

Récolte des bananes dans une exploitation dominicaine.



Au-delà de Bruxelles

En juillet 2007, le CTA organisait le premier de ses Briefings de Bruxelles sur le développement agricole et rural. Depuis, ces rendez-vous bimestriels sont devenus incontournables sur l'agenda des responsables politiques. "À en juger par les commentaires que nous avons reçus, ces réunions sont considérées comme un excellent moyen d'obtenir des renseignements concis sur les questions d'actualité agricole dans les pays ACP," explique Isolina Boto, responsable du bureau du CTA à Bruxelles.

Les briefings ont connu une telle popularité que les ambassadeurs et les organisations d'agriculteurs des régions ACP ont demandé au CTA d'organiser des événements similaires dans leurs régions. Fin 2010, I. Boto et ses collègues ont donc organisé une série de briefings en Afrique centrale, en Afrique australe, en Afrique de l'Est et de l'Ouest, ainsi qu'aux Caraïbes. Dans la mesure du possible, le CTA et ses partenaires régionaux ont fait coïncider ces réunions avec d'autres manifestations de premier plan, comme la Semaine caribéenne de l'agriculture à la Grenade.

Les thèmes de discussion abordés ont varié en fonction des problématiques régionales. Ainsi, la réunion d'Afrique de l'Est à Entebbe (Ouganda) a exploré les méthodes permettant de renforcer l'investissement et de stimuler la croissance en mettant en relation les petits exploitants et le marché, tandis que la réunion d'Afrique de l'Ouest à Ouagadougou (Burkina Faso) a été consacrée à trois questions essentielles : le changement climatique, l'acquisition des terres et la sécurité alimentaire.



© CTA / brusselsbriefing.net

Le CTA et ses partenaires organisent régulièrement des briefings sur le développement à Bruxelles et dans les régions ACP, où sont abordés les questions essentielles et les grands défis du développement rural.



© CTA

▲ Débats entre M. Hailu, directeur du CTA, et les participants à la Semaine caribéenne de l'agriculture

main-d'œuvre dans la région. Dans les nations caribéennes, environ 90 % des besoins alimentaires sont aujourd'hui couverts par les importations, et la facture s'alourdit. "Il semble évident que la région est engagée dans une mauvaise voie," a-t-il ajouté. Heureusement, des mesures ambitieuses sont prises pour épauler les agriculteurs locaux et réduire les importations alimentaires.

Les rencontres qui ont ponctué la semaine portaient sur les problèmes auxquels sont confrontés les agriculteurs et les consommateurs, et sur les solutions à trouver pour garantir un avenir meilleur et plus durable.

Le CTA a organisé cinq briefings dans les régions ACP en 2010 (voir la rubrique "Au-delà de Bruxelles"), notamment *Renforcer le secteur agroalimentaire privé des Caraïbes*, une manifestation de deux jours qui s'est également tenue à la Grenade. Attirant plus de 150 participants, elle a abordé les divers problèmes auxquels se heurte l'agriculture caribéenne : changement climatique, vols de récoltes, nécessité de réduire les importations...

Alors qu'une part négligeable des émissions de gaz à effet de serre est imputable aux activités agricoles dans les Caraïbes, le changement climatique fait peser une menace considérable sur la région. L'atelier *Changement climatique et agriculture dans les Caraïbes*, co-organisé par le CTA et le CARDI, l'Institut de Recherche et de Développement agricoles des Caraïbes, a examiné les liens entre changement climatique et agriculture, ainsi que les différentes stratégies d'adaptation.

L'atelier portait plus spécifiquement sur la place que pourraient prendre les cultures sous serre à l'avenir. Qu'elle soit hautement technologique et coûteuse ou peu avancée et à bas coût, l'agriculture protégée contribue de plus en plus à préserver les récoltes des Caraïbes des ouragans, des nuisibles et des maladies. "Faute de technologies spécifiques contre le changement climatique, les problèmes apparaissent insolubles ; c'est pour cette raison que l'atelier était axé sur des aspects pratiques," explique José Fonseca, coordinateur de programme pour les partenariats régionaux au CTA.

Enfin, une table ronde sur l'agriculture, co-organisée par le CTA, a réuni des experts agricoles, des responsables politiques et des journalistes venus de 14 nations caribéennes. Il s'agissait de débattre des évolutions possibles du secteur d'ici 2015 et de favoriser l'émergence d'un dialogue constructif entre ces différents acteurs, souvent méfiants les uns envers les autres. "Nous souhaitons rapprocher les professionnels des médias de la communauté agricole, afin qu'ils appréhendent les enjeux essentiels et qu'ils sachent où et comment obtenir des renseignements exacts," explique J. Fonseca. Selon lui, la table ronde a contribué à promouvoir la compréhension mutuelle entre experts agricoles et journalistes. Elle a permis d'élaborer un cadre d'action régional qui devrait favoriser une meilleure prise en compte des conceptions et des besoins de chacun et encourager les médias à se faire davantage l'écho des politiques agricoles. ■



© Philip Wolmuth / Panos Pictures

▲ Emballage des bananes destinées aux supermarchés britanniques dans une petite exploitation en Dominique.

De l'importance des partenariats



© Rights reserved

▲ Jethro Greene.

Le CaFAN, un réseau d'agriculteurs des Caraïbes, rassemble plus de 25 organisations de 13 pays. Depuis sa création en 2002, le CaFAN contribue largement à mettre en évidence les difficultés et les atouts des petits exploitants. "Les agriculteurs sont désormais plus à même d'œuvrer ensemble ; par notre intermédiaire, ils peuvent parler d'une même voix," affirme Jethro Greene, coordinateur en chef du CaFAN. Le succès du réseau, affirme-t-il, est également à mettre au crédit du CTA, qui a appuyé diverses activités, de la publication de brochures et de bulletins d'information à l'organisation de réunions et de formations pour les agriculteurs.

J. Greene cite l'exemple des cultivateurs de taro (*Colocasia esculenta*) à Saint-Vincent. Il y a plusieurs années, la livre de tubercules ne leur rapportait que 0,25 \$US (0,18 €). "Ce tarif couvrait à peine leurs coûts de production," explique J. Greene. Le CTA a fourni un appui à la formation pour le traitement après récolte et le conditionnement, et les exploitants ont bientôt obtenu 0,70 \$US (0,50 €) par livre. Pendant les 3 premières années, les agriculteurs ayant bénéficié de la formation ont effectué des livraisons régulières de taro au Royaume-Uni et profité d'une augmentation significative de leurs revenus, les prix atteignant parfois 1,50 \$US (1,09 €).

Préparer l'avenir de la science

“Le concours a offert à des femmes et à de jeunes professionnels la possibilité d'élargir leurs horizons et de rejoindre une communauté plus large.”

Les femmes jouent un rôle décisif dans la production alimentaire et l'agriculture en Afrique sub-saharienne, assurant 60 à 80 % de la main-d'œuvre nécessaire à la production et la récolte des cultures vivrières. Or, leur rôle dans la prise de décision et la recherche scientifique dans le domaine agricole est marginal. Des concours organisés par le CTA et ses partenaires valorisent les femmes et les jeunes qui font carrière dans la recherche.

“Nombre des difficultés que connaît l'Afrique pourraient être résolues si les femmes étaient mieux représentées dans la recherche, et exerçaient une plus grande influence sur les politiques - j'en suis convaincue,” affirme Mary Abukutsa, professeur d'horticulture à l'université Kenyatta d'agriculture et de technologie, au Kenya. L'étude du Pr. Abukutsa sur l'agrobiodiversité et l'importance des espèces locales de légumes a remporté le premier prix du concours 2009 *Femmes et sciences* organisé par le CTA et cinq partenaires africains.

Technicien préservant les espèces végétales.



En juillet 2010, le Pr. Abukutsa a prononcé le discours inaugural du deuxième concours *Jeunes, femmes et sciences*, organisé pendant la 5^{ème} Semaine africaine de la recherche scientifique lors de l'Assemblée générale du Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA) à Ouagadougou (Burkina Faso).

“Lorsque nous avons lancé les premiers concours en 2008, notre objectif était de promouvoir la contribution des femmes et des jeunes à la recherche scientifique et de récompenser l'excellence,” explique Judith Francis, coordinatrice du programme Sciences et technologies au CTA. “Nous espérons que notre démarche incitera davantage de femmes et de jeunes à entreprendre une carrière scientifique.”

L'édition 2010 du concours a enregistré un nombre record d'inscriptions. Présélectionnés sur la base de résumés, quarante candidats ont été invités à rédiger des articles scientifiques destinés à être publiés par le FARA et le CTA. “Les articles sont soumis à un rigoureux processus d'examen, et d'éventuelles améliorations sont proposées,” explique J. Francis. À Ouagadougou, 17 jeunes chercheurs et 8 femmes ont finalement été invités à défendre leurs travaux devant un jury de scientifiques africains.

Lauréate du prix féminin, Sarah Lubanga Mubira a été récompensée pour son travail sur un outil d'appui à la décision pour l'amélioration de l'alimentation des vaches laitières en Ouganda. Sandrine Nguiakam, du Cameroun, a remporté le prix des jeunes chercheurs pour son rapport sur l'incidence de la fluctuation des cours internationaux des matières premières sur le PIB de la Côte d'Ivoire. Toutes deux ont reçu un ordinateur portable, une somme en espèces, un trophée et des publications du CTA. Des récompenses ont également été remises aux concurrents classés en deuxième, troisième et quatrième positions.

“Le prix reçu l'an dernier m'a valu une plus grande notoriété scientifique, au sein de mon université et au-delà,” affirme le Pr. Abukutsa. “Il m'a également permis de remporter un autre prix décerné par l'Union africaine, et je crois que cela a encouragé les autres femmes.” Une partie de la somme a été investie dans la réalisation de brochures destinées à présenter aux agriculteurs les résultats de ses recherches sur les espèces locales de légumes.

“Les concours ont également contribué à sensibiliser les femmes et les jeunes scientifiques au fait que la science a davantage de poids lorsque ses résultats sont partagés, non seulement avec d'autres scientifiques mais également avec des responsables politiques, des agriculteurs et des acteurs économiques,” explique Myra Wopereis-Pura, l'une des directrices du FARA. “Le concours a offert à des femmes et à de jeunes professionnels la possibilité d'élargir leurs horizons et de rejoindre une communauté plus large.” ■

1 Le FARA, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), RUFORUM - Forum régional universitaire pour le renforcement des capacités dans le domaine de l'agriculture, l'ANAFE, réseau africain pour l'enseignement en agronomie, agroforesterie et ressources naturelles, et l'Agence de planification et de coordination du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

L'énergie féminine un apport précieux

En 2002, une réunion au siège du CTA a été consacrée aux solutions permettant d'offrir aux femmes rurales un meilleur accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC). Les participants ont élaboré un projet qui a abouti à la création de GenARDIS (Genre, agriculture, développement rural et société de l'information), un programme de petites subventions.

Depuis, GenARDIS a accompagné 34 organisations dans 21 pays. Un livret, intitulé *GenARDIS 2002-2010 : des petites subventions qui ont transformé la vie des femmes en agriculture*, recense les résultats de ce programme.

“GenARDIS a démontré qu'il était possible de créer des initiatives réellement valorisantes avec des capitaux de démarrage relativement modestes,” affirme Oumy Ndiaye, chef du département Services de communication du CTA, citant plusieurs exemples fournis lors d'un atelier organisé à Johannesburg (Afrique du Sud) en mars 2010 qui réunissait les bénéficiaires de la troisième phase de GenARDIS. L'un de ces exemples concerne des Béninoises qui ont découvert de nouvelles techniques de conservation du poisson et de nouveaux moyens pour accéder aux marchés grâce à la vidéo, la télévision et le téléphone portable.

“Nous examinons actuellement plusieurs solutions pour prolonger le succès des activités soutenues par GenARDIS,” continue O. Ndiaye. “Une formation pourrait être dispensée aux bénéficiaires des trois premières phases du programme afin de favoriser la diffusion de leurs acquis au moyen de la radio communautaire et d'autres canaux de communication adaptés.”



© Mwanzo Millinga / IFAD

Pour les femmes, la téléphonie mobile ouvre de nouveaux horizons.



▲ Une meilleure gestion de l'eau s'impose pour améliorer la productivité agricole dans le respect du développement durable.

Résoudre la crise de l'eau

“Si l'on veut doubler les rendements agricoles, une amélioration significative de la gestion de l'eau est indispensable.”

Le séminaire annuel du CTA, *Gestion intégrée de l'eau pour une agriculture durable*, a conclu à la nécessité d'investir davantage dans les infrastructures à petite échelle à l'intention des petits exploitants. L'amélioration des systèmes alimentés par les eaux pluviales devrait également constituer une priorité en Afrique sub-saharienne.

Dans les pays ACP, de nombreux agriculteurs n'ont ni un accès durable à l'eau, ni les compétences et les technologies nécessaires pour gérer l'eau dont ils disposent. Si l'on ajoute les effets du changement climatique, certaines zones devenant plus sèches et d'autres plus humides, l'avenir s'annonce sombre.

“Il faut changer de cap,” affirme David Molden, directeur général adjoint de la recherche à l'International Water Management Institute (IWMI), institut international de gestion de l'eau, dans le discours d'ouverture du séminaire. “Si l'on veut doubler les rendements agricoles, une amélioration significative de la gestion de l'eau est indispensable.”

Le séminaire de 4 jours s'est tenu en novembre à Johannesburg (Afrique du Sud) pendant une réunion consacrée à l'examen des innovations propices à un avenir durable de l'agriculture. Le séminaire, co-organisé par le CTA et l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, a réuni 150 participants.

Le séminaire poursuivait un triple objectif. "Nous souhaitons évaluer l'état des connaissances concernant les pénuries d'eau et les mesures prises pour améliorer la gestion de l'eau pour l'agriculture dans les pays ACP," explique André Vugayabagabo, coordinateur de programme du CTA en charge de la promotion de l'échange d'information. "Nous désirions également comprendre où ce savoir était détenu et comment le partager, et nous voulions identifier les lacunes d'ordre technique et politique qu'il importera de combler pour améliorer la gestion de l'eau."

Quatre groupes de travail se sont penchés sur diverses questions : les stratégies d'adaptation pour les communautés rurales vulnérables frappées par les pénuries d'eau ; le stockage de l'eau en vue de l'adaptation au changement climatique ; la gouvernance et la réforme du secteur de l'eau ; enfin la répartition équitable des droits et de l'accès à l'eau.

Malgré ces défis de taille, des facteurs invitent à un optimisme prudent. Si une meilleure gestion de l'eau est nécessaire à l'accroissement de la production agricole, elle requiert d'importants investissements. Cependant, les fonds destinés à améliorer le stockage de l'eau sont essentiellement consacrés aux grandes infrastructures ; les participants au séminaire ont donc insisté sur la nécessité de déployer davantage de moyens financiers en faveur des petits projets qui sont plus à même de bénéficier aux populations rurales.

Le séminaire a dégagé plusieurs messages forts, concluant par exemple que les systèmes pluviaux représentaient le plus fort potentiel de l'Afrique sub-saharienne. La récupération d'eau de pluie peut être associée à diverses méthodes visant à préserver l'humidité des sols afin d'améliorer la productivité agricole. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les rendements agricoles en Afrique sub-saharienne pourraient diminuer de 50 % sous l'effet du changement climatique. Néanmoins, affirme D. Molden, les récoltes peuvent être multipliées par deux grâce à une bonne gestion de l'eau.

"Le séminaire a constitué une formidable plateforme pour présenter nos activités," affirme Clément Ouedraogo, coordinateur du programme de gestion de l'eau au Comité permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS). "Il m'a également permis de mieux comprendre la perception que d'autres peuvent avoir des questions de gestion de l'eau." ■

Pour en savoir plus sur le séminaire, rendez-vous sur : <http://annualseminar2010.cta.int/fr>



▲ M. Maimbo Malesu (ICRAF) présente un exposé lors du séminaire annuel du CTA.

Contribuer aux normes et à la certification alimentaires en Sierra Leone

Depuis la fin de la guerre civile en 2002, la Sierra Leone a consenti des efforts manifestes pour accroître la production agricole. La recherche et le développement agricoles représentent désormais 10 % du budget national. Le gouvernement s'emploie à augmenter les exportations de produits agricoles et considère l'Union européenne (UE) comme un marché potentiel. Un problème se pose toutefois : la rigueur de la réglementation en matière de sécurité alimentaire et de santé animale et végétale – les mesures sanitaires et phytosanitaires – constitue un obstacle considérable à l'exportation par la Sierra Leone et les autres pays ACP.

En 2009, le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Sécurité alimentaire (MAFFS) de la Sierra Leone a pris contact avec Vincent Fautrel, coordinateur du programme commerce du CTA. "Le ministère nous a demandé d'apporter notre concours à une formation qui aiderait les responsables gouvernementaux et le secteur privé à mieux connaître les obstacles non tarifaires, et les mesures à mettre en place pour exporter des denrées alimentaires vers l'UE," explique-t-il.

Des séances de formation de 2 semaines, dispensées à Freetown et Kenema (en Sierra Leone) en octobre 2009, en collaboration avec l'université de Wageningen, ont présenté en détail la législation et les normes publiques communautaires en matière de denrées alimentaires. La formation a été un tel succès que le MAFFS a commandé une deuxième série de modules sur les normes privées. Cofinancées par le CTA et la facilité TradeCom de l'UE, les sessions de formation ont eu lieu à Freetown et Kenema en avril 2010. Réunissant 44 participants issus des secteurs public et privé, elles ont porté sur les référentiels GLOBALGAP établis par les distributeurs européens, les normes biologiques et les régimes de certification de commerce équitable.

Les commentaires ont été très largement positifs. Quatre cinquièmes des stagiaires ont qualifié d'"excellents" la méthode de formation et les résultats obtenus. Invités à noter sur une échelle de zéro à dix leur compréhension des normes privées et de leur fonctionnement avant et à l'issue des formations, 90 % des stagiaires l'ont fixée à sept ou plus après le module.



© CTA

▲ Chacun participe à la réalisation de la maquette en relief.

Façonner un meilleur futur

“Nous sommes heureux car nous avons fait la preuve de notre savoir.”

Le CTA et ses partenaires ont incité les peuples babongo et mitsogho, au Gabon, à consigner leurs connaissances à l’aide de maquettes en trois dimensions réalisées sur place. Cette démarche leur permet de revendiquer un rôle plus important dans la gestion des ressources naturelles de leurs territoires.

“ Nous sommes heureux d’être venus,” affirme Dominique Monanga, un Babongo, lors d’une cérémonie au cours de laquelle il a présenté avec un groupe de son ethnie la maquette en 3D de leur territoire à des responsables des autorités locales de la province de la Ngounié, au Gabon. “Nous sommes heureux car nous avons fait la preuve de notre savoir.”

Les Babongo et leurs proches cousins, les Mitsogho – deux groupes souvent qualifiés de “pygmées” – ont longtemps été traités par leurs voisins bantous comme des citoyens de deuxième ordre. Leurs besoins et leurs aspirations sont largement ignorés des autorités locales. Ainsi, à la création du parc national de Waka en 2002, les Babongo et les Mitsogho, qui vivaient dans la zone et ses environs, ont été à peine consultés.

“La création du parc national a eu des répercussions dramatiques sur leurs vies,” explique Giacomo Rambaldi, coordinateur du programme TIC pour le développement et l’innovation au CTA. “Ils ont été contraints d’abandonner certains terrains de chasse, et ne peuvent plus récolter les fruits sauvages, comme la prune d’Afrique, dans l’enceinte du parc. Ils ont dû également renoncer à chasser librement comme ils le faisaient jadis.”

Un projet destiné à permettre aux Babongo et aux Mitsogho de fixer et de partager leurs savoirs pourrait toutefois changer le cours des choses. La Rainforest Foundation UK, le CTA, le Comité de Coordination des Peuples Autochtones d’Afrique (IPACC) et plusieurs autres organisations ont appuyé une série d’initiatives, notamment la modélisation tridimensionnelle participative, pour associer les communautés locales à la gestion durable des ressources naturelles dans le bassin du Congo.

Dans les premières étapes du projet, une maquette vierge a été réalisée pour figurer un territoire de 625 km² à l’échelle 1/10 000. Les membres des communautés babongo et mitsogho ont ensuite “peuplé” la maquette en illustrant l’occupation des terres et l’utilisation des ressources, en esquissant les cours d’eau et les sites de chasse et de pêche, et en indiquant les villages, les pistes et les sites revêtant une importance culturelle.

“Il est remarquable de constater combien l’exercice a modifié leur perception d’eux-mêmes et de leur environnement,” dit G. Rambaldi. “De telles représentations aident les peuples autochtones à gérer plus efficacement leurs connaissances ; ils découvrent que leur savoir peut être utile au monde extérieur, et pas seulement à eux, ce qui contribue à faire d’eux des acteurs responsables.”

Ce constat s’est imposé lorsque la communauté a présenté ses conclusions, lors de la cérémonie de clôture à laquelle assistaient le personnel du gouvernement local, le chef de la police, le directeur de l’école locale et le maire. “Nombre d’entre eux ont été stupéfaits par ce que les populations locales avaient accompli, et par l’ampleur de leur savoir,” se rappelle G. Rambaldi. Le maire appela de ses vœux une plus active participation des peuples locaux dans la gestion du parc national de Waka. Grâce aux maquettes en 3D, les Babongo et les Mitsogho sont plus à même de négocier des droits de gestion et leur accès aux ressources dans le parc et ses zones tampon.

G. Rambaldi et ses collègues se sont employés à valoriser les savoirs locaux en les inscrivant dans un contexte géographique précis et en les faisant connaître. Un court-métrage de 25 minutes, *Localisation, participation et communication : une introduction aux bonnes pratiques en matière de SIGP*, souligne le potentiel de la méthode mais aussi les risques liés à la divulgation de ces connaissances spatiales.² Présenté en 2011, un deuxième film évoque la manière dont la cartographie participative a conféré un statut nouveau et donné la parole aux communautés pygmées au Gabon.³ ■

2 <http://vimeo.com/channels/pgis#17290509>

3 <http://vimeo.com/20981075>

Répondre aux exploitants

Pour des millions d’agriculteurs dans le monde en développement, les technologies de l’information et de la communication (TIC) sont peu ou pas accessibles, malgré leur potentiel pour améliorer la productivité des exploitations et les revenus agricoles. “Ces agriculteurs vivent dans des zones généralement mal desservies par les services d’information ruraux,” explique Vivienne Oguya, coordinatrice de programme pour la décentralisation de l’information au CTA. “C’est l’une des raisons pour lesquelles nous avons créé le Service questions-réponses en 1985.” Parmi les plus récentes innovations, des chéquier de bons permettent aux agriculteurs de recevoir une réponse aux questions de leur choix.

En Ouganda, des agents sur le terrain invitent les agriculteurs à poser des questions qu’ils transmettent aux courtiers d’information rurale. Ces derniers les publient sur un site dédié et avertissent le Rural Empowerment Network (REN), le réseau d’émancipation rural. Le REN gère une base de données de questions/réponses et collabore avec des agents de vulgarisation et des chercheurs de l’Organisation nationale pour la recherche agricole (NARO).

Selon l’objectif assigné au projet, la réponse doit être transmise à l’agriculteur dans la semaine. C’est seulement lorsque ce dernier est satisfait qu’il règle, grâce aux chèques virtuels, les acteurs chargés de réunir et traiter les questions, et d’y répondre. Fin 2010, des réponses ont été apportées à plus de 550 questions en Ouganda. Les questions les plus fréquemment posées et les réponses correspondantes ont été rassemblées et diffusées dans une série d’émissions radiophoniques de 15 minutes, suivies par quelque 700 000 auditeurs.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur :
<http://www.isicad.org/cta>



© Rindra Ramasomanana / IFAD

La radio contribue à la diffusion des connaissances.

La révolution du portable – technologie et aspirations

“La téléphonie mobile est le grand succès des communications et l’un des meilleurs facteurs d’intégration sociale.”

Le monde en développement est balayé par la révolution des télécommunications. Un nombre grandissant d’agriculteurs utilise le téléphone portable pour communiquer ou se renseigner. L’Observatoire 2010 du CTA s’est intéressé aux conséquences de cette révolution. Il a également favorisé l’émergence de nouveaux partenariats.

La réunion de l’Observatoire 2010 du CTA sur les TIC, organisée parallèlement au séminaire annuel du CTA à Johannesburg (Afrique du Sud), s’inscrit dans un processus de veille sur les TIC engagé depuis plusieurs années. “À la suite du Sommet mondial sur la société de l’information (SMSI) en 2005, beaucoup d’espoirs ont été fondés sur le projet *Un ordinateur portable par enfant*,” se souvient Kevin Painting, coordinateur de programme pour les TIC au CTA. “Ce que nous n’avions pas prévu, c’est la déferlante des téléphones portables”.

Le téléphone portable, un formidable outil d’accès aux marchés.



Oubliés les ordinateurs portables à petit prix - la téléphonie mobile est le grand succès des communications, et l'un des meilleurs facteurs d'intégration sociale."

De meilleures infrastructures et une baisse des prix ont ouvert la voie à une révolution des télécommunications. Il y a cinq ans, le monde en développement ne réunissait que 53 % des abonnements au téléphone mobile, contre 73 % aujourd'hui, tandis que le nombre de combinés en Afrique a été multiplié par cinq dans la même période. Avec une telle croissance, le secteur de la téléphonie mobile promet toute une gamme d'applications mobiles ("m-apps"). Ce sont ces nouveautés auxquelles s'est intéressé l'Observatoire 2010.

Pendant la réunion de 3 jours, 25 experts ont exploré l'usage actuel des m-apps et les avantages qu'ils pourraient présenter pour le développement agricole et rural. Certaines applications ont déjà porté leurs fruits.

- EpiSurveyor est employé au Kenya afin de recueillir des renseignements sur les maladies et les questions sanitaires.
- Google Trader met en relation vendeurs et acheteurs de produits agricoles en Ouganda.
- Le Système d'information et de savoirs en réseau LINKS (Livestock Information Network and Knowledge System) informe les éleveurs sur l'état du marché en Éthiopie, au Kenya et en Tanzanie.

Ces m-apps sont appelés à jouer un rôle de plus en plus important dans les années à venir. Les participants à l'Observatoire ont adressé plusieurs recommandations aux responsables politiques. Ils ont notamment suggéré la mise en place de systèmes de veille nationaux et régionaux, chargés d'une mission de recherche, de sensibilisation et d'élaboration de normes et d'orientations. K. Painting souligne toutefois qu'il n'existe pas de solution toute faite, et que les stratégies doivent être adaptées aux besoins. Selon lui, "la conception et l'emploi des applications mobiles doivent être guidés par le contexte, et non par le contenu".

Dans cette réunion, K. Painting a été frappé par la détermination qu'exprimaient les participants à collaborer à de futurs projets. Ainsi, la réunion de l'Observatoire des TIC à Johannesburg et une précédente réunion organisée par le CTA au Malawi ont stimulé les débats entre Connect Africa, l'Agricultural Commodities Exchange (bourse des produits agricoles) au Malawi et le NEPAD. Il a été proposé de doter d'infrastructures TIC les centres d'entreposage en gros envisagés pour le Malawi, la Tanzanie et la Zambie.

"Aujourd'hui, les TIC contribuent amplement à l'essor des chaînes de valeur dans l'agriculture ; sans la réunion du CTA du Malawi ou celle de l'Observatoire de Johannesburg, nous aurions été incapables de participer à ce projet phare," affirme Dion Jerling, directeur pour les projets spéciaux à Connect Africa. "Cette ouverture des marchés agricoles aux petits producteurs est une avancée formidable dans la lutte contre les obstacles à la sécurité alimentaire." ■

Offrir une meilleure place aux jeunes grâce aux TIC

"Dans les pays en développement, la raréfaction des jeunes s'investissant dans l'agriculture est un problème majeur," témoigne Ken Lohento, coordinateur du programme TIC pour le développement au CTA, et responsable du projet Agriculture, développement rural et jeunesse dans la société de l'information (ARDYIS). "Nous sommes convaincus que les TIC peuvent contribuer à résorber le chômage rural, à freiner l'exode rural et à stimuler la production agricole."

Le projet ARDYIS, lancé en 2010, vise à sensibiliser les jeunes aux difficultés de l'agriculture et aux opportunités que représentent les TIC. Il a organisé un concours rédactionnel, *Quelles solutions aux défis de l'agriculture et du développement rural à l'ère des TIC ? Parole aux jeunes !*

Les auteurs des 12 meilleurs articles ont été invités à prendre la parole lors du séminaire annuel du CTA à Johannesburg. Un lauréat a été sélectionné pour chacune des six régions ACP. Tyrone Christopher Hall, étudiant jamaïcain, s'est classé en tête pour sa rédaction sur le rôle possible des TIC dans la lutte contre le vol de récolte et de bétail dans son pays.

Les lauréats ont reçu un trophée, une somme en espèces et des publications du CTA. En 2011, les auteurs des 30 meilleurs articles présentés au concours seront conviés à la réunion *Les TIC pour l'agriculture et le développement rural* organisée à Accra (Ghana).



Les lauréats du concours de rédaction d'ARDYIS.

© CTA

À propos du CTA

Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) a été créé en 1983 dans le cadre de la Convention de Lomé entre les États du Groupe Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP) et les pays membres de l'Union européenne (UE). Depuis 2000, le CTA exerce ses activités dans le cadre de l'Accord de Cotonou ACP-UE. Le CTA a pour mission de développer et de fournir des produits et services qui améliorent l'accès à l'information pour le développement agricole et rural et de renforcer les capacités des pays ACP à acquérir, traiter, produire et diffuser l'information dans ce domaine.

Le CTA est financé par l'Union européenne.

CTA
Postbus 380
6700 AJ Wageningen
Pays-Bas

www.cta.int

Lire la version intégrale du **Rapport annuel 2010**
sur <http://annualreport.cta.int/fr>



Édition, maquette, traduction et mise en page :
Green Ink (www.greenink.co.uk)

Impression : Information Press Ltd, UK

Photo de couverture : des écoliers apprenent à cultiver des légumes au Centre communautaire d'innovation, au village de Kigoma (Rwanda). © Susan Beccio / IFAD

© CTA 2011